

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

PROCEDURE ADAPTEE

Fourniture d'ordonnances protégées

**Dans le cadre du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Nord
Franche-Comté**

Consultation n° GHT/2021/002

**TRANSMISSION IMPERATIVE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES
PAR VOIE ELECTRONIQUE**

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Attention : remise d'échantillons dans le cadre de la présente consultation
(voir article 6 du présent Règlement de Consultation)**

Date limite de dépôt des offres : Vendredi 05 Février 2021 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DEFINITION DU BESOIN.....	3
ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES ET CONTENU DES PLIS	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 6 – REMISE DES ECHANTILLONS	8
ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES	9
ARTICLE 8 – MODALITES D’ATTRIBUTION	10
ARTICLE 9 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	11

Les offres doivent être rédigées en **français**.
Le présent document comporte 11 pages

Annexe 1 : Annexe de dématérialisation

ARTICLE 1 – DEFINITION DU BESOIN

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la **Fourniture d'ordonnances protégées** au profit du GHT Nord Franche-Comté. L'établissement concerné par la consultation est le suivant :

Hôpital Nord Franche-Comté (Etablissement Support)

Représenté par son Directeur
100 route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 BELFORT

L'Hôpital Nord Franche-Comté est le pouvoir adjudicateur de la présente consultation.

Le contenu détaillé des prestations est défini dans le Cahier des clauses particulières (CCP).

1.2. Allotissement

Les dispositions relatives à l'allotissement figurent aux articles L2113-10 à L2113-11 et R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique.

La présente consultation est composée d'un lot unique car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3. Décomposition en tranches

Sans objet

1.4. Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

1.5. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSEF) :

Sans objet.

1.6. Remise sur catalogue

Sans objet.

1.7. Quantités prévisionnelles :

Les quantités prévisionnelles annuelles sont de 150 000 ordonnances.

Ces quantités sont fournies à titre indicatif et n'ont pas valeur contractuelle. Elles pourront varier dans une fourchette de plus ou moins 30% en quantité ou en valeur.

1.8. Durée

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

Le marché s'exécutera à compter du 1er avril 2021 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure et ce jusqu'au 31 mars 2022.

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché pourra être reconduit deux fois pour une durée de 12 mois à compter du 1er Avril 2022. Toutefois la durée totale ne pourra excéder 36 mois.

La reconduction se fera de manière tacite. Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera averti au plus tard deux mois avant la fin du marché. Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du marché par l'Hôpital Nord Franche-Comté ne peut ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire.

Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutoires jusqu'au dernier jour du marché.

1.9. Groupement d'entreprises :

Le groupement d'entreprises est autorisé.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire.

1.10. Négociation

Les dispositions relatives à la négociation figurent aux articles L2124-3 ; R2124-3 à R2124-4 ; R2161-12 à R2161-20 ; R2161-21 à R2161-23 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats.

1.11. Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée sera l'Euro (€).

1.12. Classification CPV

22000000-0 Imprimés

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1. Forme de la consultation

Cette consultation est instruite sous forme d'une procédure adaptée, selon les articles L2123-1, R2123-1 à R2123-3 ; R2123-4 à R2123-7 ; R2131-12 à R2131-13 ; R2181-2 et R2162-13 à -14 du Code de la commande publique.

☐ Marché de travaux :

☒ Marché de fournitures :

☒ Achat

☐ Location

☐ Crédit Bail

☐ Location-vente

☐ Marché de services :

Accord-cadre à bons de commande

☒ Oui

☐ Non

Marché à tranches

☐ Oui

☒ Non

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-2-2° ; R2162-4-1° et R2162-13, -14 du code de la commande publique. Les quantités mentionnées à l'article 1.7 sont des quantités prévisionnelles. Elles pourront varier dans une fourchette de plus ou moins 30% en quantité ou en valeur.

2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Une fois déposées, les offres ne peuvent plus être retirées, ni modifiées. Le candidat reste tenu par son offre pendant tout le délai de validité de l'offre. Les dossiers de participation des candidats ne sont pas restitués.

Le candidat qui souhaite faire une offre différente de l'offre initiale, doit présenter cette offre nouvelle selon les mêmes modalités administratives, 1ère enveloppe candidature, 2ème enveloppe offre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un second dépôt par un même signataire (même identifiant) se substitue au premier : il y a donc lieu d'adresser une nouvelle offre complète et non un additif.

ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1.Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des éléments suivants :

- **Le présent Règlement de la consultation et son annexe relative à la dématérialisation**
- **Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n° GHT/2021/002 et ses annexes :**
 - Annexe 1a et 1b : Cartouche de marque
 - Annexe 2 : Modèle d'ordonnance
 - Annexe 3 : Codes Produits
 - Annexe 4 : Fiche de renseignements « Eco-responsable » - **A compléter**
 - Annexe 5 : Fiche contacts - **A compléter**
 - Annexe 6 : Règle de certification AFNOR R280
- **L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et son annexe I : Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**
- **Les formulaires DC1 et DC2**

3.2.Obtention du dossier de consultation

Conformément à l'article R2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique. Les modalités d'obtention sont expliquées dans l'« **Annexe de dématérialisation**» jointe au dossier.

En cas de retrait anonyme, ou de dossier obtenu via une agence de veille, les candidats sont invités à s'authentifier sur notre plateforme et à **indiquer une adresse mail permettant de façon certaine une correspondance électronique** pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications de ce dossier.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

3.3.Modification du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.4.Renseignements complémentaires - questions

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent adresser leurs questions aux référents techniques et administratifs par le biais de la plateforme dématérialisée (une inscription préalable est nécessaire).

Les candidats devront faire parvenir leurs questions au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES OFFRES ET CONTENU DES PLIS

4.1.Choix du mode de remise des plis

Les candidats doivent remettre leur offre par voie électronique.

4.2.Pièces à joindre

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Conformément aux articles R2142-1 et -2 et -5 à -14 ; R2142-3 et -4 ; R2143-3 et -16 ; R2143-4 et -16 ; R2143-11 et -12 et -16 ; R2143-5 et -6 à -10 et -15 du Code de la commande publique, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

	Pièces du dossier
1	<p>Une lettre de candidature et, le cas échéant, la désignation du mandataire par ses cotraitants (imprimé DC1) dûment complétée ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.</p> <p>Dans le cas d'un groupement, les entreprises remplissent un DC1 unique (fourni dans le DCE) mais chaque membre du groupement le signe.</p> <p>Les candidats ont la possibilité de répondre via le DUME (Document Unique de Marché Européen)</p>
2	<p>Une déclaration du candidat (imprimé DC2) dûment complétée et accompagnée, des renseignements ou documents permettant d'évaluer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les capacités financièresb) les capacités techniquesc) les capacités professionnelles <p>Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ces documents devront être fournis par chaque membre du groupement</p>

	Pièces du dossier
3	<p>Un projet de marché comprenant pour chaque lot candidaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'acte d'engagement (imprimé ATTRI1) conforme au modèle mis à disposition par l'établissement, complété. - L' « Annexe AE – Bordereau de Prix Unitaires » dûment complété, <u>cadre obligatoire</u> <p>Les Annexes au CCP dûment complétées (dans la mesure du possible, une version informatique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Annexe 4 : Fiche de renseignements « Eco-responsable » ○ Annexe 5 : Fiche contacts <p>- Le CCP est à accepter sans aucune modification.</p>
4	<p>Le soumissionnaire joint à son offre tous les certificats, attestations, écolabels et autres qu'il aura mentionnés dans l'Annexe 4 – Fiche de renseignements « Eco-responsable.</p>

Toutes les pièces du dossier doivent être rédigées en langue française.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

5.1.Date et heure limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est le

Vendredi 05 Février 2021 à 12h00

5.2.Mode de transmission des offres

Les offres seront transmises par **VOIE DÉMATÉRIALISÉE** comme expliqué dans l'annexe relative à la dématérialisation jointe au présent règlement de la consultation.

Les dossiers comprennent les documents relatifs à la candidature et à l'offre, indiqués dans le tableau de l'article 4 du présent règlement de consultation.

Les offres réceptionnées après l'expiration du délai seront déclarées irrégulières et ainsi ne seront pas analysées. Un courrier d'information sera envoyé au(x) candidat(s) concerné(s).

5.3.Copie de sauvegarde

A l'appui de sa réponse transmise par voie dématérialisée, , conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat pourra également adresser à l'établissement une copie de sauvegarde qui devra être remise sous pli scellé comportant la mention suivante « **COPIE DE SAUVEGARDE – PROCEDURE ADAPTEE - Fourniture d'ordonnances protégées** » à l'adresse suivante :

L'Hôpital Nord Franche Comté
Pôle Logistique Hospitalier
DREL - Cellule des marchés
100 Route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 Belfort Cedex

La copie de sauvegarde est ouverte, après la date et heure limite de réception des offres lorsque :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Une candidature ou offre a été transmise par voie électronique et n'a pas pu être ouverte.

5.4. Documents disponibles via un espace de stockage numérique

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

5.5. Dispositif « Dites-le nous une fois »

L'Hôpital Nord Franche-Comté s'engage dans une volonté de simplifier la communication des documents administratifs par les entreprises.

Pour cela, et conformément à l'article R2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements déjà transmis à L'Hôpital Nord Franche-Comté dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Il est, dans ce cadre, demandé aux candidats d'indiquer à l'hôpital, les références précises de la consultation au cours de laquelle ces renseignements et documents ont été fournis, ainsi que le service de L'Hôpital Nord Franche-Comté auquel ont été transmis ces éléments. La consultation au cours de laquelle les documents en question auront été remis devra avoir une antériorité d'une année maximum.

Les renseignements et documents auxquels renvoient les candidats devront avoir été fournis dans le cadre de candidature à des marchés relatifs à des prestations de même nature et pour lesquels des niveaux de capacités identiques étaient demandés, sous peine de voir leur candidature déclarée irrecevable.

5.6. Précisions ou corrections

Le pouvoir adjudicateur pourra demander des clarifications, précisions ou compléments concernant les candidatures et les offres déposées. Cependant, ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Toutes les informations fournies dans ce cadre auront valeur contractuelle si le candidat est retenu.

Conformément aux articles R2152-1 et -2 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R2143-2 sont régulières, acceptables et appropriées. Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

ARTICLE 6 – REMISE DES ECHANTILLONS

Les candidats fourniront, à l'appui de leur offre, des échantillons de référence à titre gracieux, conformes et en nombre suffisants.

Une quantité minimum de 5 ordonnances est demandée par candidat, et réalisée en conformité avec la réglementation en vigueur (voir article 1.12 du CCP).

Les échantillons devront être envoyés à l'adresse :

Hôpital Nord Franche Comté
Pôle Logistique Hospitalier
MAGASIN GENERAL – Achats Généraux
100 route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 Belfort Cedex

du lundi au vendredi de 7h30 à 11h30

Les échantillons seront livrés dans un conditionnement approprié et livrés dans un emballage portant la mention :

« ECHANTILLONS : PROCEDURE ADAPTEE - Fourniture d'ordonnances protégées - Ne pas ouvrir »

Chaque échantillon devra comporter un étiquetage comportant les mentions ci-dessous :

- Le numéro de la consultation concernée
- Le nom du candidat
- Un bordereau de livraison à l'entête du candidat devra obligatoirement accompagner les échantillons, reprenant le détail de l'étiquetage.

Les échantillons ne seront ni remboursés ni restitués et resteront la propriété de l'établissement.

Les échantillons devront être livrés au plus tard avant la date limite de remise des offres, soit le Vendredi 05 Février 2021 à 12h00

En l'absence d'échantillons, les offres parvenues seront considérées comme incomplètes et irrégulières.

Ces échantillons serviront de base de test pour l'analyse des offres sur le plan technique.

ARTICLE 7 – JUGEMENT DES OFFRES
--

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'HNFC pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et suivants et R. 2152-6 du Code de la commande publique.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre et par application des critères de jugement mentionnés ci-dessous.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-après avec leur pondération.

Critère Prix : 50% :

Chaque candidat doit remplir l'**annexe 1 à l'attri1 (Bordereau de Prix Unitaire)** en mentionnant le prix unitaire HT/mille.

Critère Valeur technique : 35% dont :

- Qualité de l'échantillon : 30%

En plus des critères imposés par la norme, les échantillons seront évalués entre autres sur le grammage, la colorimétrie, l'encollage, l'alignement des 3 feuillets (superposition), la qualité de papier, d'encre et d'impression, la compatibilité avec nos imprimantes (laser et jet d'encre)

- Dimension « eco-responsable » : 5%

Chaque candidat doit remplir l'**annexe 4 du CCP (Fiche de renseignements Eco-responsable)**

Critère Délai : 15% dont :

- Réalisation des BAT : 7,5%
- Livraison après validation des BAT : 7,5%

Chaque candidat doit remplir l'**annexe à l'AE (Borderau de Prix Unitaire)** en mentionnant pour chaque sous-critère les délais en nombre de jours ouvrés.

En cas de discordance constatée dans une offre, les taux de remise portés en chiffres sur l'acte d'engagement ou sur les tableaux annexés prévalent sur toutes autres indications de l'offre.

Les candidats seront informés du résultat de la consultation dans la limite de la validité des offres. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées par le pouvoir adjudicateur et ne seront pas classées.

ARTICLE 8 – MODALITES D'ATTRIBUTION

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la réception du Not1 l'informant qu'il est retenu, les documents suivants :

Ces documents pourront néanmoins être déjà produits au stade du dépôt de la candidature.

- Certificat attestant la souscription des déclarations et des paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et la TVA, délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur, ou documents équivalents en cas de candidat étranger
- Attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales « attestation de vigilance », prévue à l'article L243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement, datant de moins de 6 mois, ou documents équivalents en cas de candidat étranger
- Le cas échéant, certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries délivré par ces mêmes caisses
- Certificat délivré par l'AGEFIPH attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (pour tout employeur de plus de 20 salariés), prévue aux articles L 5212-2 0 I 5212-5 du code du travail
- Dans le cas où une immatriculation au RCS ou au RM est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée, un extrait de l'inscription au RCS (K ou Kbis) délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois (ou autres pièces admises : carte d'identification justifiant de l'inscription au RM, devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle comportant les mentions obligatoires ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les personnes en cours d'inscription)
- Le cas échéant, liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-2. 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail)
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité
- Le cas échéant, attestation d'assurance décennale.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, ces renseignements et documents doivent être fournis par chaque membre du groupement.

En outre, le titulaire devra produire sous peine de résiliation de l'accord-cadre à ses torts, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D.8222-8 du Code du Travail tous les six mois et ce jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Si le candidat ne peut produire ces certificats dans le délai ci-dessus, son offre est rejetée. La même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres (articles R2143-6 à -12 du Code de la commande publique).

Il est rappelé aux candidats que les fraudes et tentatives de fraude sont passibles de sanctions pénales dans les conditions prévues aux articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal et peuvent conduire au retrait de l'offre.

L'HNFC se réserve le droit de déclarer tout ou partie de la consultation sans suite. Dans ce cas, le candidat ne pourra engager de recours indemnitaire.

ARTICLE 9 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00 / Fax : 03.81.82.60.01

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac,

54038 Nancy Cedex

Tel : 03-83-34-25-23 / Fax :03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES
--

Pouvoir adjudicateur :

L'Hôpital Nord Franche-Comté
100 Route de Moval
CS 10499 Trévenans
90015 Belfort Cedex

Renseignements administratifs :

Mme Céline SCHOLLE – responsable cellule des marchés
M. Stéphane GILLET – acheteur

Renseignements techniques :

M. Simon VEGAS – service reprographie

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée : <https://www.marches-publics.gouv.fr>